



Investir dans les populations rurales

Consultation sur la Douzième reconstitution  
des ressources du FIDA  
Troisième session

Discours d'ouverture du  
Président Gilbert F. Houngbo

Siège du FIDA,  
Rome  
19 octobre 2020

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Bienvenue à cette troisième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12).

Permettez-moi de commencer par exprimer notre gratitude et nos remerciements à Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale, qui a bien voulu prendre le temps de s'adresser à nous alors qu'il est très tôt à New York. Je tiens aussi à vous remercier sincèrement pour le rôle moteur que vous jouez, non seulement dans l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable, mais aussi dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires, dans lequel les organismes ayant leur siège à Rome sont très investis.

Permettez-moi aussi d'exprimer notre gratitude à Marwan Al-Ghanem, Directeur général adjoint chargé des opérations du Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, et Gouverneur suppléant pour le Koweït, que nous entendrons un peu plus tard dans la journée.

Demain, nous écouterons Esther Penunia, Secrétaire générale de l'Association des agriculteurs d'Asie; enfin, nous aurons le plaisir d'entendre Jaron Porciello, Codirectrice de Ceres2030 et Directrice associée du Département du développement mondial chargée de l'investissement des données de recherche, au Collège d'agriculture et des sciences de la vie de l'Université Cornell.

Prenons également un moment pour saluer le prix Nobel de la paix décerné à nos collègues du Programme alimentaire mondial, comme l'a rappelé la Vice-Secrétaire générale. Je tiens à renouveler les félicitations que nous leur adressons et à leur dire à quel point nous sommes heureux de voir leur travail acharné reconnu. Comme je l'ai dit à David, c'était un grand plaisir de le voir rester sans voix pour une fois.

J'ai la conviction que ce prix prestigieux est un signal. Le monde a pris conscience que, même en ces temps de pandémie mondiale, nous ne devons pas nous détourner des millions de femmes, d'enfants et d'hommes qui souffrent chaque jour de la faim et de la pauvreté.

La faim et la sous-alimentation chronique flambent sous l'effet conjugué de la pandémie et des changements climatiques. Selon les estimations, 132 millions de personnes de plus ne mangeront pas à leur faim cette année, ce qui porte le total à plus de 820 millions de personnes.

Malgré ces défis, nous pouvons encore réussir à éliminer la faim d'ici 2030, mais il faudra pour cela se mobiliser et agir. Le rapport de Ceres2030, publié la semaine dernière, indique que l'objectif de développement durable n°2 peut être atteint si les donateurs augmentent leur soutien de 14 milliards d'USD par an jusqu'en 2030. Cela revient à peu près à multiplier par deux le montant annuel des aides en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

C'est la dernière fois que nous nous retrouvons avant les séances d'annonce des contributions qui auront lieu en décembre, et éventuellement au mois de février de l'année prochaine. Le moment est venu de nous demander: Qu'est-ce que le succès? Qu'est-ce que le succès pour FIDA12? Quel but devons-nous atteindre à l'occasion de cette reconstitution des ressources pour garantir ce succès?

Compte tenu de la pandémie de COVID-19, des changements climatiques et de l'augmentation des chiffres de la faim et de la pauvreté, nous devons prendre une décision fondamentale. Le FIDA va-t-il amplifier son programme de travail, le maintenir au même niveau ou le réduire? À l'heure où tous les pays, tous les partenaires de développement et l'ensemble des populations rurales elles-mêmes nous demandent tous les jours de faire plus, nous devons décider quel message nous allons adresser au monde. Nous devons être en mesure de faire plus.

Les réponses à ces questions prendront forme au cours des prochains jours, alors que nous concentrons notre attention sur la recherche d'un consensus sur plusieurs points de l'ordre du jour. Je suis heureux de constater que les discussions sont bien avancées en ce qui concerne les éléments fondamentaux de l'approche en matière de reclassement. Je voudrais nous exhorter, tous autant que nous sommes, à faire de notre mieux pour parvenir à un accord sur la dernière version de ce document, qui a récemment été transmise à chacun d'entre vous.

En ce qui concerne le niveau cible de cette reconstitution des ressources, si nous optons d'un commun accord pour le scénario E, soit 1,75 milliard d'USD de ressources nouvelles, cela se traduira par 4 milliards d'USD pour notre programme de prêts et dons. Nous pourrions aussi attirer plusieurs milliards supplémentaires sous forme de cofinancements, apportés notamment par le secteur privé. Avec le scénario E, qui est cohérent avec l'objectif de doubler les investissements d'ici 2030, le FIDA contribuera de manière tangible à la réalisation de l'objectif de développement durable n°2.

Laissez-moi vous rappeler un point important: seul le scénario E permettra de porter de 600 à 690 millions d'USD l'appui du FIDA aux pays les plus pauvres qui sont surendettés. Même avec cette augmentation, l'allocation moyenne des pays relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette pourrait diminuer, étant donné le risque actuel de voir d'autres pays basculer dans le surendettement.

Il est également important de souligner que, même avec les 1,75 milliard d'USD du scénario E, le programme de prêts et dons de 4 milliards d'USD dont nous parlons ne pourra se concrétiser que si nous sommes en mesure d'emprunter 1 milliard d'USD. Il s'agit là d'une initiative considérable pour laquelle nous avons besoin de l'approbation du Cadre d'emprunt intégré.

J'ai conscience que la "demande" du FIDA n'est pas négligeable. Toutefois, au regard de l'aide au développement dans son ensemble, elle n'est pas non plus démesurée. Et elle n'est pas à sens unique. Nous ne nous contentons pas de vous demander plus, nous exigeons plus de nous-mêmes.

Durant FIDA12, nous allons nous donner encore plus de mal. Nous allons viser plus haut et ajouter de nouveaux indicateurs pour mesurer l'impact dans les domaines transversaux, notamment des indicateurs plus ambitieux concernant les financements climatiques, la transformation des rapports femmes-hommes et l'emploi des jeunes. Nous allons amplifier notre présence sur le terrain puisque nous y déploierons 45% du personnel, contre 33% actuellement, et nous poursuivrons les efforts entrepris pour continuer d'améliorer la productivité et l'efficacité et pour développer nos activités hors prêts sur le terrain. D'une manière générale, nous avons l'ambition d'optimiser l'emploi de nos ressources. En fin de compte, ce que nous serons en mesure de réaliser va dépendre des décisions que nous prendrons dans les jours qui viennent.

Avant de conclure, n'oublions pas qu'il est moins coûteux d'investir dans la résilience et la viabilité à long terme que de faire face à des situations d'urgence et des crises à répétition. C'est la raison d'être des objectifs de développement durable. Faisons de notre mieux pour les atteindre.

Je vous remercie.